

ministère
Éducation
nationale
enseignement
supérieur
recherche

E

ministère délégué
à l'enseignement supérieur
et à la recherche

Principaux Organismes de Recherche

-  ADEME
-  ADIT
-  ANDRA
-  anRS
Agence nationale de recherche
sur l'eau et l'assainissement
-  brgm
Bureau de recherches géologiques
et minières
-  cea
-  CENTRE
D'ÉTUDES
DE L'EMPLOI
-  Cemagref
-  CIRAD
-  cit4
-  cnes
-  CNRS
CENTRE NATIONAL
DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE
-  cnrs 2
-  CSTB
Centre scientifique et technique
du bâtiment
-  ifp
-  Ifremer
-  INED
-  INERIS
Institut national de l'environnement
industriel et chimique
-  INRA
-  INRETS
-  INRIA
-  INRP
www.inrp.fr
-  Inserm
Institut national
de la santé et de la recherche médicale
-  Institut Curie
Centre de recherche et de soins
en cancérologie
-  INSTITUT PASTEUR
-  INRAE
-  IRD
Institut de recherche
pour le développement
-  IRSN
INSTITUT
DE RADIOPROTECTION
ET DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE
-  LCPC
Laboratoire Central
des Ponts et Chaussées
-  LeMuséum
-  ONERA
-  oséo anvar
-  OST
Observatoire
de la Santé
et de l'Environnement
-  Renater

édition 2006

Principaux Organismes de Recherche

édition 2006

sommaire

4	ADEME	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
6	ADIT	Agence pour la diffusion de l'information technologique
8	ANDRA	Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs
10	ANRS	Agence nationale de recherches sur le sida
12	BRGM	Bureau de recherches géologiques et minières
14	CEA	Commissariat à l'énergie atomique
16	CEE	Centre d'études de l'emploi
18	CEMAGREF	Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts
20	CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
22	CNES	Centre national d'études spatiales
24	CNRG	Consortium national de recherche en génomique
26	CNRS	Centre national de la recherche scientifique
28	CSI	Cité des sciences et de l'industrie
30	CSTB	Centre scientifique et technique du bâtiment
32	IFREMER	Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer
34	IFP	Institut français du pétrole
36	INED	Institut national d'études démographiques
38	INERIS	Institut national de l'environnement industriel et des risques
40	INRA	Institut national de la recherche agronomique
42	INRETS	Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité
44	INRIA	Institut national de recherche en informatique et en automatique
46	INRP	Institut national de recherche pédagogique
48	INSERM	Institut national de la santé et de la recherche médicale
50	Institut Curie	
52	Institut Pasteur	
54	IPEV	Institut polaire français - Paul Emile Victor
56	IRD	Institut de recherche pour le développement
58	IRSN	Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire
60	LCPC	Laboratoire central des ponts et chaussées
62	MNHN	Muséum national d'histoire naturelle
64	ONERA	Office national d'études et de recherches aérospatiales
66	OSEO ANVAR	Agence nationale de valorisation de la recherche
68	OST	Observatoire des sciences et techniques
70	RENATER	Réseau national de télécommunications pour la technologie, l'enseignement et la recherche



AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

2, square La Fayette BP 406 49004 Angers cedex 01

tél. 02 41 20 41 20 – fax : 02 41 87 23 50 - www.ademe.fr

Présidente : Michèle Pappalardo

Directeur de la stratégie et de la recherche : François Moisan

L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) sous la tutelle des ministres chargés de la recherche, de l'écologie et du développement durable et de l'industrie. Elle participe à la mise en œuvre de la stratégie nationale du développement durable et des politiques publiques dans les domaines de l'énergie et de l'environnement et contribue au respect des engagements internationaux pris par la France.

Missions

L'ADEME dispose d'une large capacité d'intervention aux plans local, national et international et s'appuie sur un réseau de partenaires. Elle met ses capacités d'expertise et de conseil à disposition des entreprises, des collectivités territoriales, des administrations et du grand public pour les aider à progresser dans leurs démarches de développement durable.

Ses principes d'intervention :

- orienter et animer la recherche et l'innovation technologique,
- conseiller pour aider à la décision et fournir des outils,
- soutenir l'investissement,
- promouvoir les bonnes pratiques et les réalisations exemplaires,
- privilégier une approche territoriale.

Domaines d'activité

- la gestion des déchets
- la préservation des sols
- l'efficacité énergétique
- les énergies renouvelables
- la qualité de l'air
- la lutte contre le bruit

Principales coopérations internationales

L'activité internationale de l'ADEME est liée aux travaux de mise en œuvre des accords internationaux sur le développement durable et le changement climatique. Sur le plan européen, elle anime des partenariats avec des organismes européens (le club EnR, réseau européen des agences nationales de maîtrise de l'énergie – l'ECREEE,

European council for an energy efficient economy), et méditerranéens (MEDENER, association des agences méditerranéennes de l'énergie). Point de contact national du programme de l'Union européenne "développement durable, changement planétaire et écosystèmes" (6^e PCRD), l'ADEME participe à la construction de l'espace européen de la recherche, notamment à travers les ERANET et les plateformes technologiques (hydrogène, photovoltaïque...).

Dans la coopération avec les pays tiers, l'énergie et l'environnement occupent une position essentielle : développement des politiques régionales ou nationales sur le thème des énergies renouvelables en Méditerranée, efficacité énergétique en milieu urbain en Chine, solutions énergétiques en milieu rural notamment en Afrique. Par ailleurs, l'ADEME s'implique fortement dans la promotion des technologies et du savoir-faire français ; le club ADEME international, en particulier, regroupe plus de 70 éco-industries françaises.

Chiffres-clés

- un budget de 337 millions d'euros
- plus de 850 collaborateurs, dont 500 ingénieurs
- 26 délégations régionales, 3 représentations dans les TOM
- un bureau à Bruxelles

Contact

- Service de communication institutionnelle et information des publics
- Christine Saas
tél. 01 47 65 23 18 - fax : 01 46 38 31 41
christine.saas@ademe.fr



**AGENCE POUR LA DIFFUSION
DE L'INFORMATION TECHNOLOGIQUE**

27 bis quai Anatole France 75007 Paris

tél. 01 44 18 31 39 – fax 01 45 51 50 96 – www.adit.fr

Président directeur général : Philippe Caduc

Créée en 1992, l'Adit après avoir été un EPIC, est devenue une SA à capitaux 100% publics détenus par le ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Le ministère des Affaires étrangères et le ministère délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche ont confié à l'Adit les missions suivantes :

Missions

L'Adit a pour missions la collecte, le traitement et la diffusion des informations scientifiques et technologiques internationales en vue d'accompagner le développement des entreprises françaises.

Elle contribue en particulier :

- au développement des activités de veille technologique et stratégique dans l'ensemble du tissu industriel français,
- à des travaux de prospective sur l'évolution mondiale des sciences et technologies,
- à la diffusion de dossiers de synthèse sur les stratégies technologiques et industrielles en France et à l'étranger.

Principales coopérations internationales

L'Adit a développé, dans les principaux pays étrangers, un important réseau d'accès à l'information technologique, industrielle et stratégique.

Elle participe à l'Observatoire européen de la science et de la technologie ou ESTO (*European Science and Technology Observatory*).

Ce partenariat entre 20 structures européennes contribue à la réalisation d'études et de travaux de prospective pour le compte de la Commission européenne et de l'Institut de prospective technologique et scientifique (IPTS) basé à Séville.

Chiffres-clés

- un budget de 7,5 millions d'euros
- 49 collaborateurs
- implantation : Paris, Strasbourg, Caen, Lille
- des périodiques (*Technologies internationales, Vigie, France S&T, bulletins électroniques d'Ambassades, rapports d'Ambassade...*)

Contact

- Directeur du pôle Intelligence territoriale et Service public
Thierry Ferrari
tél. : 03 88 21 42 42 - fax : 03 88 21 42 40
tf@adit.fr



AGENCE NATIONALE POUR LA GESTION DES DÉCHETS RADIOACTIFS

1-7, rue Jean Monnet - Parc de la Croix Blanche
92298 CHÂTENAY-MALABRY cedex

tél. 01 46 11 80 00 – fax : 01 46 11 81 00 – www.andra.fr

Président du conseil d'administration : François-Michel Gonnot

Directrice générale : Marie-Claude Dupuis

Depuis la loi du 30 décembre 1991 (art. L 542 du code de l'environnement), l'Andra est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC). Elle est placée sous la tutelle des ministères chargés de l'environnement, de l'industrie et de la recherche et est doublement certifiée ISO 14001 (environnement), et ISO 9001, version 2000 (qualité).

Missions

L'Andra doit concevoir et mettre en œuvre les filières de gestion des déchets radioactifs produits en France, pour préserver à long terme notre environnement.

Pour cela, elle assure trois missions :

- une mission de recherche : étudier la possibilité d'un éventuel stockage en formations géologiques profondes pour les déchets fortement radioactifs à vie longue,
- une mission industrielle : assurer la gestion des déchets faiblement et moyennement radioactifs à vie courte et très faiblement radioactifs dans ses centres de stockage en surface,
- une mission d'inventaire et d'information, en répondant aux questions de tous les publics de façon claire et vérifiable.

Domaines d'activité

- recherches en milieu souterrain pour étudier en grandeur réelle les couches géologiques et évaluer leur capacité à isoler les déchets radioactifs de l'environnement sur des durées qui peuvent aller jusqu'à plusieurs centaines de milliers d'années
- présence ou pilotage scientifique en tant qu'agence de programme sur toutes les questions relatives au stockage (groupement de recherche Forpro, partenariats, programmes)
- conception et réalisation de centres de stockage
- diffusion des connaissances auprès du public

Principales coopérations internationales

En ce qui concerne l'expérimentation en laboratoire de recherche souterrain, l'Andra travaille avec ses homologues dans les laboratoires déjà existants au Canada, en Suède, en Allemagne, en Belgique, en Suisse et au Japon.

Chiffres-clés

- production de l'exercice 2004 : 125,9 millions d'euros, avec financement par les producteurs de déchets radioactifs en application de l'article L 542 du code de l'environnement sur la gestion des déchets et la protection de l'environnement
- 354 collaborateurs
- 3 centres de stockage en surface, l'un en phase de surveillance (Manche) et 2 autres en exploitation (Aube) ; un laboratoire de recherche souterrain dans l'argile (-450 m) en cours de construction en Meuse/Haute-Marne

Contact

- Direction de la communication
Jacqueline Eymard
tél. 01 46 11 82 94 – fax 01 46 11 81 00
jacqueline.eynard@andra.fr

AGENCE NATIONALE DE RECHERCHES SUR LE SIDA ET LES HÉPATITES VIRALES

101, rue de Tolbiac 75013 PARIS

tél. 01 53 94 60 00 – fax 01 53 94 60 01 - www.anrs.fr

Président : François Stasse

Directeur : Jean-François Delfraissy

Missions

Coordonner et financer, en France et dans les pays en développement :

- les recherches sur le VIH/sida,
- les recherches sur les hépatites virales B et C.

Domaines d'activité

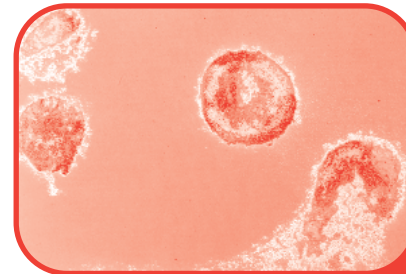
Sida et hépatites virales B et C

Recherches biologique fondamentale, vaccinale, clinique, thérapeutique, en santé publique, en sciences de l'homme et de la société.

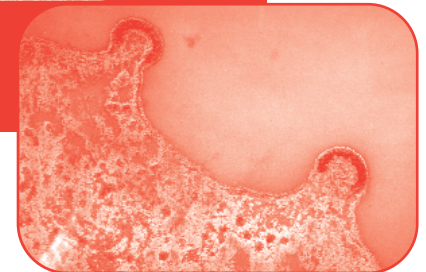
Principales coopérations internationales

La recherche dans les pays en développement est une des priorités de l'ANRS. Elle se déroule principalement dans des « sites » implantés en Afrique, en Asie du Sud-Est et en Amérique latine. Les recherches sont menées en partenariat entre équipes du Nord et du Sud ainsi qu'avec des institutions de recherche françaises.

L'ANRS collabore scientifiquement avec de nombreuses institutions internationales (NIH, HVTN, ACTG, CDC, MRC...).



© CNRS
Photothèque
Charles DAUGUET



Chiffres-clés

- budget : 48 millions d'euros
- équipe : 43
- appels d'offres annuels : 2

Contact

- Service de l'information scientifique et de la communication
Marie-Christine Simon
tél. 01 53 94 60 30 – fax 01 53 94 60 01
information@anrs.fr

Créé en 1959, le BRGM est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC). Il est placé sous la tutelle des ministères chargés de la recherche, de l'industrie et de l'environnement.

BUREAU DE RECHERCHES GÉOLOGIQUES ET MINIÈRES

Centre scientifique et technique

3, avenue Claude Guillemin – BP 6009

45060 ORLÉANS cedex 2

tél. 02 38 64 34 34 – fax 02 38 64 35 18 – www.brgm.fr

Président : Philippe Vesseron

Directeur général délégué : Didier Houssin

Missions

Le BRGM intervient dans le domaine des Géosciences pour la gestion durable des ressources de l'espace souterrain.

- recherche et développement technologique et innovation
- appui aux politiques publiques, expertises publiques et information des citoyens
- coopération internationale et aide au développement

Domaines d'activités

- ressources minérales
- eau souterraine
- aménagement et risques naturels géologiques
- sites et sols pollués, gestion des déchets
- métrologie de l'environnement
- cartographie et connaissances géologiques du CO₂
- systèmes d'information numérique

Principales coopérations internationales

Le BRGM joue un rôle important dans la coopération et l'expertise scientifique internationale de la France. Les équipes du BRGM sont présentes dans plus de quarante pays, où elles interviennent pour le compte d'États, de sociétés publiques, d'industriels ou d'organismes de financement internationaux, soit dans un cadre de coopération, soit dans un cadre commercial institutionnel. Le BRGM prend, par ailleurs, une part active aux institutions géologiques internationales. Au niveau européen, il intervient au service des politiques de l'Union européenne.

Chiffres-clés

- un budget de 82 millions d'euros
- 850 collaborateurs, dont plus de 600 chercheurs, ingénieurs et techniciens
- 29 services géologiques régionaux en France métropolitaine et dans les DOM

Contact

- Direction de la communication et des éditions
Geoffroy Lehideux-Vernimmen
tél. 02 38 64 37 84 – fax 02 38 64 32 66
g.lehideux-vernimmen@brgm.fr



COMMISSARIAT À L'ÉNERGIE ATOMIQUE

31-33, rue de la Fédération 75752 PARIS cedex 15
tél. 01 40 56 10 00 – fax 01 40 56 29 70 – www.cea.fr

Administrateur général et président du conseil
d'administration : Alain Bugat

Haut-commissaire à l'énergie atomique : Bernard Bigot

Missions

- proposer des solutions technologiques pour l'énergie nucléaire et pour les nouvelles technologies de l'énergie, de l'information et de la santé,
- garantir la capacité de dissuasion française,
- appuyer les recherches technologiques sur ses activités de recherche fondamentale,
- diffuser ses connaissances et ses technologies.

Domaines d'activités

Énergie nucléaire

- soutien au parc électronucléaire
- nouvelles technologies-clés (réacteur - cycle du combustible)
- recherches sur le traitement et la gestion des déchets radioactifs

Innovation industrielle

- nouvelles technologies de l'énergie : hydrogène, piles à combustible, photovoltaïque, stockage...
- micro et nanotechnologies : intégration des systèmes et des technologies
- nouveaux matériaux et procédés émergents

Défense et sécurité

- garantie de la capacité de dissuasion française (simulation numérique et validation expérimentale)
- conception des chaufferies nucléaires embarquée
- lutte contre le terrorisme, dans les domaines nucléaire, radiologique, biologique et chimique, en coordination avec la DGA

Recherche fondamentale

- sciences de la matière pour le nucléaire et pour l'innovation
- utilisation des technologies nucléaires pour la santé (l'imagerie médicale et les biotechnologies)

Créé en 1945, le Cea intervient dans trois grands domaines : l'énergie, la défense et les technologies pour l'information et la santé, en s'appuyant sur une recherche fondamentale d'excellence. Le CEA est placé sous la tutelle des ministères chargés de la recherche, de l'économie, des finances et de l'industrie, et de la défense.

- connaissance de la matière : grands équipements nationaux et internationaux d'analyse

Diffusion des connaissances

- Institut national des sciences et techniques nucléaires (INSTN), formation doctorale
- transfert de technologies, essaimage et création d'entreprises (incubateurs, fonds d'amorçage)

Principales coopérations internationales

Le Cea assure la représentation de la France auprès de l'AIEA (Agence internationale à l'énergie atomique) à Vienne. Au plan mondial, ses recherches s'intègrent dans une dynamique de coopération internationale (États-Unis, Japon, Russie, Chine...).

Le Cea participe activement à la constitution de réseaux et de pôles d'excellence en Europe, notamment dans le cadre du traité Euratom et du Programme cadre de recherche et de développement (PCRD).

Chiffres-clés

- budget 2004 de 3,1 milliards d'euros dont près de 1,7 milliard pour les activités civiles ; 513 millions de recettes externes
- l'effectif 2004 est de 14 937 chercheurs, ingénieurs, techniciens et administratifs
- 9 centres de recherche : Saclay, Fontenay-aux-Roses, Cadarache, Valrhô, Grenoble (pour les activités civiles), Bruyères-le-Châtel, Valduc, Le Ripault, Cesta (pour les activités de défense)

Contact

- Direction de la communication
Xavier Clément
tél. 01 40 56 17 80 – fax 01 40 56 29 70
dcom@cea.fr

Créé en 1970, le CEE est depuis 1986 un établissement public administratif de recherche (EPA). Il est placé sous la double tutelle des ministères chargés de la recherche et de l'emploi.

CENTRE D'ÉTUDES DE L'EMPLOI

Le Descartes I – 29, promenade Michel Simon
93166 NOISY-LE-GRAND cedex

tél : 01 45 92 68 00 – fax 01 49 31 02 44

www.cee-recherche.fr

Président du conseil d'administration : Jean Marimbert

Directeur : Pierre Ralle

Président du conseil scientifique : Jacques Freyssinet

Missions

Élaborer

des études et recherches ainsi que des enquêtes capables d'éclairer l'action des pouvoirs publics et des acteurs économiques et sociaux sur l'évolution de l'emploi, du travail et de la protection sociale.

Développer

des instruments d'analyse de l'emploi et du marché du travail axés tant sur les entreprises que sur les personnes en complément des travaux macroéconomiques, réalisés à partir de sources statistiques variées.

Transmettre

l'état des connaissances et nourrir la réflexion scientifique à travers des séminaires ou colloques

Accueillir et former

des doctorants et de jeunes chercheurs en favorisant leur intégration dans des équipes de recherche

Domaines d'activités

- évaluation des politiques publiques d'emploi
- emploi, marché du travail et protection sociale
- travailleurs et organisation
- âge et travail

Priorités

- mesure de l'impact de l'innovation technologique et des transformations du système productif sur l'entreprise, les salariés et la société
- étude de la diversification des statuts de la personne au travail et des nouvelles formes de régulation adaptées à ces changements

- le rôle et la forme de l'intervention publique et le rôle et la place des acteurs sociaux du niveau local au niveau national
- les interactions entre santé, âge, emploi et travail

Principales coopérations internationales

La comparaison internationale est un outil de base pour la plupart des travaux du CEE. Il participe ainsi à plusieurs programmes de la Commission européenne comme

- WORKS, projet sur les changements du travail dans une économie fondée sur le savoir.
- SPREW, projet sur les relations intergénérationnelles dans le domaine du travail.
- AGRIQUADRA, projet sur la deuxième partie de carrière dans le secteur agricole.
- FONDATION DE DUBLIN, projet sur les pratiques en matière de temps de travail et de conciliation vie familiale et travail.

Chiffres-clés

- un budget de 6,2 millions d'euros
- plus d'une centaine de collaborateurs, dont une cinquantaine de chercheurs
- 4 unités de recherche

Contact

- Responsable publications et communication
Anne Evans
tél. 01 45 92 69 79 – fax 01 49 31 02 44
anne.evans@cee.enpc.fr

**CENTRE NATIONAL DU MACHINISME AGRICOLE,
DU GÉNIE RURAL, DES EAUX ET FORÊTS**
BP 44 – Parc de Tourvoie 92163 ANTONY

tél. 01 40 96 61 21 – fax 01 40 96 62 25 – www.cemagref.fr

Président du conseil d'administration : Thierry Klingner

Directeur général : Patrick Lavarde

Établissement public à caractère scientifique et technologique (EPST) depuis 1981, le Cemagref est placé sous la double tutelle du ministère délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche et du ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

Missions

Le Cemagref est un institut public de recherche finalisée pour l'ingénierie de la gestion durable des eaux et des territoires.

Sa mission est de développer les bases scientifiques d'une ingénierie du développement durable des territoires pour protéger et gérer les hydrosystèmes et les milieux terrestres, dynamiser les activités qui les valorisent, prévenir les risques qui leur sont associés.

Domaines d'activités

- ressources en eau, usages et risques
- milieux aquatiques, qualité et rejets
- gestion des territoires
- écotechnologies et agrosystèmes
- méthodes scientifiques communes

Priorités

- explorer les couplages entre la gestion durable de l'espace et celle des eaux au sein des territoires
- développer des méthodes et des outils pour une ingénierie de l'environnement
- renforcer et structurer les recherches sur certains risques
- accroître la place des sciences humaines et sociales dans ses recherches

Principales coopérations internationales

En Europe, le Cemagref prend part à plusieurs dizaines de projets du PCRD. Il participe notamment au réseau d'excellence ALTERNET sur la biodiversité. Il est à l'origine d'un partenariat pérenne d'organismes de recherche européens dans le champs de l'environnement (PEER) dont il assure la présidence et le secrétariat. Il a également initié deux réseaux d'organismes de recherche, l'un sur l'ingénierie de l'agriculture et de l'environnement (Engage), l'autre sur les eaux continentales (EurAqua). La gestion de l'eau agricole dans le bassin méditerranéen et la gestion de la ressource en eau en Amérique du Nord sont deux axes forts de la politique internationale du Cemagref. L'IWMI, Institut international du management de l'eau, est un des grands partenaires de cette politique.

Chiffres-clés

- un budget annuel de 68,8 millions d'euros
- 900 collaborateurs, dont la moitié de chercheurs et d'ingénieurs
- 29 unités de recherche, organisées autour de 4 départements scientifiques
- 9 centres régionaux (Aix-en-Provence, Antony, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Grenoble, Lyon, Montpellier, Nogent-sur-Vernisson, Rennes), une antenne régionale en Martinique

Contact

- Délégation aux systèmes d'information et à la communication
Nicolas de Menthère
tél. 01 40 96 61 29 – fax 01 40 96 62 25
nicolas.de-menthiere@cemagref.fr



Le Cirad est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), placé sous la double tutelle du ministère délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche et du ministère délégué à la Coopération et à la Francophonie.

CENTRE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE EN RECHERCHE AGRONOMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT

42, rue Scheffer 75116 Paris

tél. 01 53 70 20 00 – fax 01 47 55 15 30 – www.cirad.fr

Président du conseil d'administration : Patrice Debré

Directeur général : Gérard Matheron

Missions

Organisme scientifique spécialisé en recherche agronomique appliquée aux régions chaudes, le Cirad contribue au développement rural des pays tropicaux et subtropicaux en réalisant les prestations suivantes :

- recherches en laboratoire, en station et en milieu producteur,
- expertises, diagnostics et services,
- transferts de technologie,
- élaboration et vente de produits, procédés, matériel végétal,
- montage et gestion de projets,
- formation, enseignement et appui institutionnel,
- information scientifique et technique.

Domaines d'activités

- cultures annuelles (cane à sucre, coton, cultures alimentaires, écosystèmes cultivés)
- cultures pérennes (cacao, café, cocotier, hévéa, palmier à huile)
- productions fruitières et horticoles (arboriculture fruitière, bananiers, plantains et ananas, productions horticoles)
- élevage et médecine vétérinaire (écosystèmes naturels et pastoraux, productions animales, santé animale)
- forêts (arbres et plantations, bois, forêts naturelles)
- territoires, environnement et acteurs (agricultures familiales et mondialisation, ressources renouvelables et viabilité)

- amélioration des méthodes pour l'innovation scientifique (agroalimentaire, agronomie, biotechnologies et ressources, génétiques végétales, économie, politiques et marchés, modélisation des plantes, protection des cultures)

Chiffres-clés

- un budget de 200 millions d'euros
- 1820 collaborateurs, dont 950 cadres
- 800 chercheurs et techniciens accueillis chaque année en stage ou formation
- un dispositif de recherche en France : à Montpellier, en Corse mais aussi dans la France de l'outre-mer
- des chercheurs dans 50 pays qui travaillent au sein de structures nationales de recherche ou en appui à des opérations de développement
- une coopération internationale avec plus de 90 pays d'Afrique, d'Asie, du Pacifique, d'Amérique latine et d'Europe
- 2 bibliothèques de 150 000 ouvrages, 4200 périodiques et 20 bases de données internationales

Contact

- Directeur de l'innovation et de la communication
Alain Weil
tél. 01 53 70 20 93 – fax 04 67 61 75 37
alain.weil@cirad.fr

CENTRE NATIONAL D'ÉTUDES SPATIALES

2, place Maurice Quentin - 75039 PARIS cedex 01

tél. 01 44 76 75 00 – fax 01 44 76 76 76 – www.cnes.fr

Président du conseil d'administration : Yannick d'Escatha

Directeur général délégué : Stéphane Janichewski

Missions

Le CNES est une agence de programme ; à ce titre, il élabore et conduit les programmes spatiaux nationaux qui lui sont confiés. Ceux-ci ont pour fil conducteur l'ambition française de disposer de la maîtrise de l'espace et de participer au plus haut niveau à la découverte scientifique. La volonté du CNES est de mettre la technologie spatiale au service de la société en répondant à ses besoins actuels et en anticipant les évolutions futures par des réponses technologiques innovantes.

Domaines d'activités

Le CNES met la technologie spatiale au service de la société ; pour cela, il focalise son action sur les domaines d'intervention suivants :

- **l'environnement** : les systèmes spatiaux fournissent un support d'aide à la décision pour les instances politiques européennes et nationales sur des enjeux tels que les ressources en eau, les changements climatiques, la gestion des déchets, le traitement des pollutions, la prévision et la gestion des crises et des risques naturels... ; dans ce cadre, le CNES contribuera à l'initiative européenne GMES (*Global Monitoring for Environment and Security*), à laquelle le programme Pléiades apportera une contribution essentielle ;
- **la science** : les systèmes spatiaux contribuent aux recherches relatives à l'exploration de l'Univers, la connaissance de la Terre, l'origine de la Vie, et aux grandes lois gouvernant la physique (participation aux programmes de l'ASE, petites missions sur micro et minisatellites, etc.) ;
- **la société de l'information et de la mobilité** : cela concerne la diffusion multimédia multipoints, les outils de positionnement et de navigation et les applications qui en découlent ; le CNES prépare les technologies du futur et favorise les applications des télécommunications commerciales, il contribuera au programme européen Galiléo.

Le CNES maîtrise également deux domaines de base essentiels :

- **l'accès compétitif à l'espace qui consiste à :**
 - assurer la réussite du lanceur Ariane 5,
 - proposer une gamme de lanceurs ciblée sur les besoins institutionnels européens,
 - renforcer la coopération internationale,
 - conduire des actions innovantes, orientées vers la réduction des coûts des systèmes spatiaux tout en conservant un haut niveau de fiabilité et de disponibilité des systèmes de lancement ;
- **la recherche amont et l'innovation technologique en orientant le programme vers :**
 - l'analyse prospective et l'innovation,
 - le support aux programmes et le développement de la compétitivité industrielle,
 - la compétitivité des solutions spatiales,
 - le développement des synergies civiles et militaires en le coordonnant au niveau européen.

Principales coopérations internationales

La plupart des programmes du CNES sont conduits dans un cadre de coopération internationale. Le CNES participe également aux programmes initiés par l'Agence spatiale européenne (ASE) dont il est l'un des principaux contributeurs. Il joue ainsi un rôle majeur de proposition et d'entraînement dans les activités et programmes de l'ASE.

Chiffres-clés

- un budget annuel de 1867,1 millions d'euros
- 2500 collaborateurs, dont près de 70% d'ingénieurs et cadres
- 4 centres (Paris, Toulouse, Evry, Kourou)

Contact

- Direction de la communication externe, de l'éducation et des affaires publiques
Arnaud Benedetti
tél. 01 44 76 77 48 – fax 01 44 76 78 99
arnaud.benedetti@cnes.fr

CONSORTIUM NATIONAL DE RECHERCHE EN GÉNOMIQUE

CONSORTIUM NATIONAL DE RECHERCHE EN GÉNOMIQUE

2, rue Gaston Crémieux - 91057 ÉVRY

tél. 01 60 87 25 00 – fax 01 60 87 25 13

Président : Christian Bréchet

Directeurs : Mark Lathrop (CNG)

Florent Soubrier (RNG)

Jean Weissenbach (Génoscope-CNS)

Administrateur : Yves Le Ray

Créé en 2002, le CNRG est un groupement d'intérêt public (GIP), dont les membres sont le ministère chargé de la recherche, le ministère chargé de la santé, le ministère chargé de l'industrie, le CNRS, l'INSERM, l'INRA, le CEA et FIST S.A.

Missions

Le CNRG a pour mission de participer à la politique nationale de génomique et de génomique fonctionnelle en mettant à disposition de la communauté scientifique française de grands équipements technologiques de niveau international.

Pour permettre la réalisation de ses missions, les moyens d'action du CNRG sont répartis entre 3 composantes :

- le Centre national de séquençage (Génoscope-CNS),
- le Centre national de génotypage (CNG),
- le Réseau national genopole (RNG),

structure de coordination des génopoles régionales.

Domaines d'activités

Recherche en génomique

Chiffres-clés

- budget : 38 Millions d'euros
- effectif : 260 personnes
- 1 établissement



© CNRG

© CNRS
Photothèque
Donny
STROSBURG



W64R

Contact

- Administrateur
Yves Le Ray
tél. 01 60 87 25 07 – fax 01 60 87 25 13
leray@genoscope.cns.fr



CENTRE NATIONAL
DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Campus Gérard Mégie

3, rue Michel-Ange – 75794 PARIS cedex 16

tél. 01 44 96 40 00 – fax 01 44 96 53 90 – www.cnrs.fr

Présidente : Catherine Bréchnac

Directeur général : Arnold Migus

Secrétaire général : Hervé Mathieu

Missions

Le CNRS est un organisme de recherche fondamentale. Ses missions sont : évaluer, effectuer ou faire effectuer toutes les recherches présentant un intérêt pour l'avancement de la science ainsi que pour le progrès économique, social et culturel du pays • contribuer à l'application et à la valorisation des résultats de ces recherches • développer l'information scientifique en favorisant l'usage de la langue française • apporter son concours à la formation à et par la recherche • participer à l'analyse de la conjoncture scientifique nationale et internationale et de ses perspectives d'évolution.

Domaines d'activités

Le CNRS est présent dans toutes les disciplines majeures regroupées au sein de huit départements scientifiques et deux instituts (Cf. supra la liste des directeurs scientifiques). Il développe des collaborations entre spécialistes de différentes disciplines et tout particulièrement avec l'université. Des actions interdisciplinaires de recherche sont notamment menées dans les domaines suivants : le vivant et ses enjeux sociaux • information, communication et connaissance • environnement, énergie et développement durable • nanosciences, nanotechnologies, matériaux • astroparticules : des particules à l'Univers.

Politique industrielle en 2005

En 2005, le CNRS est au premier rang des institutions publiques pour le dépôt de brevets en France, derrière six grands groupes industriels.

Le CNRS comptabilise : 4400 contrats signés avec les industriels • 40 accords cadres signés et 67 structures mixtes de recherche créées avec des partenaires industriels.

Créé en 1939, le CNRS est un établissement public à caractère scientifique et technologique (EPST), placé sous la tutelle du ministère délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche

- Quatre Départements thématiques : Mathématiques, informatique, physique, planète et Univers : Michel Lannoo • Chimie : Gilberte Chambaud • Vivant : Michel van der Rest • Homme et société : Marie-Françoise Courel
- Deux départements transversaux : Environnement et développement durable : Bernard Delay • Ingénierie : N...
- Deux Instituts : Institut national de physique nucléaire et de physique des particules (IN2P3) et département de physique nucléaire et physique des particules (PNPP) : Michel Spiro • Institut National des Sciences de l'Univers (INSU) et département des sciences de la planète et de l'Univers (SPU) : Sylvie Joussaume

7450 brevets dans le portefeuille du CNRS dont 250 ont été déposés entre 2004 et 2005 • 578 licences actives • 50 millions d'euros de redevances hors taxes en 2005 • 186 entreprises innovantes créées depuis 1999.

Principales coopérations internationales

Le CNRS renforce sa présence dans le monde grâce à ses bureaux à Bruxelles, Tokyo, Washington, Pékin, Bonn, Moscou, Johannesburg, Hanoï et Santiago du Chili. Actuellement le CNRS compte : 85 accords de coopération scientifique avec 60 pays • 5000 chercheurs étrangers accueillis annuellement dans ses laboratoires • 1340 chercheurs étrangers statutaires au CNRS • 200 programmes internationaux de coopération scientifique • 40 laboratoires internationaux associés • 30 groupements de recherche internationaux • 15 unités mixtes internationales

Chiffres-clés

- un budget pour 2006 de 2,738 milliards d'euros dont 494 millions d'euros de ressources propres
- 26 080 personnes agents CNRS – 11 664 chercheurs et 14 416 ingénieurs et techniciens
- 1194 unités de recherches et de service dont près de 90% sont des laboratoires mixtes, principalement avec l'enseignement supérieur.

Contact

- Délégation à l'information scientifique et technique
Sofia Nadir
tél. 01 44 96 46 25 – fax 01 44 96 49 33
sofia.nadir@cnrs-dir.fr



Ouverte en 1986, la Cité des sciences et de l'industrie est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), placé sous la double tutelle des ministres chargés de la culture et de la recherche.

CITÉ DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE

30, avenue Corentin-Cariou 75930 PARIS cedex 19

tél. 01 40 05 70 00 – fax 01 40 05 72 22 – www.cite-sciences.fr

Président : Jean-François Hebert

Directeur général : Guillaume Boudy

Missions

La Cité des sciences et de l'industrie a pour mission de rendre accessible à tous les publics le développement des sciences, des techniques et du savoir-faire industriel, et de participer à leur diffusion en régions et à l'étranger.

Domaines d'activités

Expositions

Réparties dans 20 000 m², les expositions permanentes et temporaires sur des sujets scientifiques, techniques et industriels font de la Cité, située dans le nord-est parisien, un des plus grands musées scientifiques européens.

Dans la Cité des enfants, des expositions sont spécialement conçues pour les 3 à 12 ans, accompagnés d'adultes.

Ressources documentaires

La médiathèque, 1^{er} bibliothèque multimédia scientifique et technique, tout public, en France et en Europe, est structurée en 4 grands pôles thématiques : sciences et société, vivant et environnement, sciences exactes et industries, enfance.

Trois espaces de services complètent cette offre.

- Le Carrefour numérique permet d'accéder aux technologies de l'information et de la communication.

- La Cité des métiers, avec ses 13 partenaires spécialistes de la vie professionnelle, guide chacun dans sa recherche d'orientation, de formation, d'emploi et de création d'activité.

- La Cité de la santé répond à toutes les questions sur les maladies, la prévention et les droits des malades.

Conférences et débats

Créé en 2002, en accès libre, le collège de la Cité organise des cycles de conférences, rencontres et débats, destinés à un large public, pour raviver les connaissances fondamentales et informer sur les avancées scientifiques.

Spectacles

A la Géode (écran de 1000 m²), au planétarium (le plus

grand en France), au Cinaxe (salle de spectacle mobile) et dans trois salles de cinéma dont une en relief.

La Cité hors les murs

● A l'étranger, l'action de la Cité s'articule autour de trois axes : les relations européennes, les actions en direction des pays francophones, la valorisation de son savoir-faire à l'étranger.

En coopération avec les musées et les centres culturels, la Cité réalise de nombreuses opérations de location et de vente d'expositions (un ensemble d'expositions permanentes destinées aux adolescents à Athènes (Grèce), par exemple).

● En France, la Cité participe à la diffusion de la culture scientifique et technique en régions, autour de trois axes :
- production d'outils de diffusion de la culture scientifique : expositions itinérantes, coproductions d'expositions, expositions légères ; collection de DVD-ROMS consacrés tous les 4 mois à un dossier d'actualité scientifique ;
- mise à la disposition des institutions régionales de sa capacité d'expertise et d'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour des équipements culturels et de son savoir-faire en matière de formation et d'animation.
- fonction d'impulsion et de coordination de la culture scientifique et technique.

La Cité encadre la création des Cités des métiers en régions et forme les animateurs des nouvelles Cyber-bases.

Chiffres-clés 2005

- 3,2 millions de visiteurs par an (4^e musée le plus visité en France)
- Budget : 118 millions d'euros (fonctionnement, masse salariale et investissement)
- effectif : 941 personnes

Contact

● Directeur de la communication
Patrick Broders
tél. 01 40 05 82 41 – fax 01 40 05 70 92
broders@cite-sciences.fr

CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BÂTIMENT

4, avenue Poincaré 75782 PARIS cedex 16

tél. 01 40 50 28 28 – fax 01 45 25 61 51 – www.cstb.fr

Président : Alain Maugard

Directeur : Bertrand Delcambre

Missions

Avec ses experts, chercheurs, techniciens et ingénieurs, le CSTB prépare le futur de la construction. Il assure quatre missions dans un esprit pluridisciplinaire :

- conduire des recherches dans tous les domaines de la construction,
- effectuer un travail de consultance scientifique et technique,
- contribuer à l'évaluation de la qualité (normalisation, agréments, qualifications, avis sur les logiciels professionnels) et au sérieux de l'innovation dans la construction,
- diffuser l'information (publication, formation).

Domaines d'activités

- **santé, environnement, prévention des risques** : maîtrise des impacts environnementaux des matériaux de construction et des bâtiments eux-mêmes, maîtrise des consommations énergétiques, la prévention des risques pour la santé et la sécurité des occupants de bâtiments
- **confort et ambiance** : outils et méthodes prévisionnelles d'évaluation de la qualité du confort intérieur et extérieur, acoustique, éclairage, thermique
- **technologies du bâtiment et des équipements** : soutien à l'innovation architecturale et industrielle (structure, enveloppe équipements, matériaux)
- **évaluation de la qualité des produits et procédés innovants, industries de l'information** : développement de nouveaux services utilisables par les professionnels de la construction, réalité virtuelle, outils de diffusion et d'échange d'information
- **économie et sociologie** : coût des produits, acteurs de la construction, requalification des quartiers urbains, analyse des techniques et des innovations

Principales coopérations internationales

Au-delà des programmes de recherche européens, le CSTB est engagé dans de nombreuses coopérations scientifiques et techniques internationales (accords de coopération, échanges de chercheurs...). Il intervient également sur de grands projets de construction pour résoudre des problèmes complexes d'ingénierie dans les domaines de l'aérodynamique, de l'acoustique, de la thermique (bibliothèque d'Alexandrie en Egypte, stade d'Istanbul en Turquie, pont Rion Antirion en Grèce, Opéra de Pékin en Chine...).

Chiffres-clés

- un budget annuel de 65 millions d'euros
- 750 collaborateurs, dont 600 ingénieurs, chercheurs et techniciens
- 5 établissements (Paris, Mame-la-Vallée, Grenoble, Nantes, Sophia-Antipolis)

Contact

- Direction de la communication
Annick Gillonnier
tél. 01 64 68 89 95 – fax 01 64 68 89 93
annick.gillonier@cstb.fr



INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE POUR L'EXPLOITATION DE LA MER

155, rue Jean-Jacques Rousseau

92138 ISSY-LES-MOULINEAUX cedex

tél. 01 46 48 21 00 – fax 01 46 48 21 21 – www.ifremer.fr

Président-directeur général : Jean-Yves Perrot

Missions

L'Ifremer a pour missions de conduire et de promouvoir des recherches fondamentales et appliquées, des activités d'expertise et des actions de développement technologique et industriel destinées à :

- connaître, évaluer et mettre en valeur les ressources de la mer et permettre leur exploitation durable,
- améliorer les méthodes de surveillance, de prévision d'évolution, de protection et de mise en valeur du milieu marin et côtier,
- favoriser le développement économique du monde maritime.

Thématiques

- surveillance, usage et mise en valeur des mers côtières
- surveillance et optimisation des productions aquacoles
- ressources halieutiques, exploitation durable et valorisation
- exploration connaissance et exploitation des fonds océaniques et de leur biodiversité
- circulation et écosystèmes marins, mécanismes, évolution et prévision
- grands équipements au service de l'océanographie

Principales coopérations internationales

L'Ifremer participe activement aux travaux de l'Union européenne (programmes de la DG Recherche et de la DG Pêche) et au Marine Board de la fondation européenne pour la science (ESF).

L'Ifremer est aussi membre des organisations internationales dans son domaine de compétence (Commission générale des pêches en Méditerranée, Commission océanographique intergouvernementale, convention Opar).

Créé par décret du 5 juin 1984, modifié en 1998 et 2002, l'Ifremer est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC). Il est placé sous la tutelle conjointe des ministères chargés de la recherche, de l'agriculture et de la pêche, de l'équipement, des transports et de la mer, et de l'écologie et du développement durable.

L'Ifremer contribue aux programmes internationaux de recherche (étude du climat, de l'environnement et de la biodiversité). Il anime de nombreux accords bipartensitaires (Japon, Etats-Unis, Canada, Australie, pays européens).

Chiffres-clés

- un budget annuel de près de 160 millions d'euros
- 1385 salariés Ifremer et 320 salariés de l'armateur Genavir
- 5 centres (Brest, Manche/mer du Nord, Méditerranée, Nantes, Tahiti)
- 26 implantations sur tout le littoral métropolitain et dans les DOM-TOM
- un ensemble de moyens d'élevage aquacole et d'expérimentation
- 7 navires (dont 4 hauturiers), 1 submersible habité, 1 engin téléopéré pour grande profondeur (- 6 000 m)
- un ensemble de moyens d'essais

Contact

- Direction de la communication
Stéphanie Lux
tél. 01 46 48 22 59 – fax 01 46 48 22 96
communication@ifremer.fr



Créé en 1944, l'IFP est un EPIC, placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Industrie et de la recherche.

INSTITUT FRANÇAIS DU PÉTROLE (IFP)

1 et 4, avenue de Bois-Préau
92852 Rueil-Malmaison cedex

tél. +33 1 47 52 60 00 – fax : +33 1 47 52 70 00 – www.ifp.fr

Président : Olivier Appert

**Directeurs généraux adjoints : Edouard Freund,
Georges Picard, Gérard Friès**

Missions

L'IFP est un centre de recherche scientifique et de développement industriel, de formation et d'information dans les domaines de l'énergie, des transports et de l'environnement. Ses activités s'exercent dans le domaine des énergies fossiles (pétrole, gaz et charbon), de leur utilisation en particulier par les véhicules, et des nouvelles technologies de l'énergie et de l'environnement. Dans un contexte énergétique international marqué par des défis majeurs, la vocation de l'IFP est d'innover en développant et en transférant les technologies permettant de fournir l'énergie pour satisfaire les besoins mondiaux croissants liés aux secteurs des transports et de la pétrochimie, de façon durable et respectueuse de l'environnement.

Domaines d'activités

- *Recherche et Développement* à finalité industrielle selon 5 axes stratégiques : renouveler et accroître les réserves mondiales d'hydrocarbures (pétrole et gaz naturel), améliorer et concevoir des procédés de raffinage sûrs et à haute efficacité afin d'optimiser l'utilisation des ressources ; diversifier les sources d'énergie, notamment pour la production de carburants (gaz naturel, charbon, biomasse) et, à plus long terme d'hydrogène ; réduire la consommation et les émissions des véhicules en innovant sur les moteurs et les carburants ; maîtriser les émissions de CO₂ et développer les technologies de capture et de stockage.
- *Formation* via son école de spécialisation pour ingénieurs - l'École du pétrole et des moteurs - prolongée par une activité de formation professionnelle via ENSPM Formation Industrie – IFP Training

- *Information* à travers une mission de documentation et d'expertise auprès des administrations, de l'industrie, des techniciens et des chercheurs

Principales coopérations internationales

L'IFP contribue activement à la construction de l'Europe de la Recherche en s'impliquant fortement dans les PCRDT. L'IFP se positionne ainsi comme un acteur majeur au plan européen sur la thématique de la capture et séquestration du CO₂.

Via ses filiales directes et ses participations dans des entreprises parapétrolières, l'IFP est à la tête d'un groupe de dimension internationale dont les activités couvrent l'ensemble de la chaîne parapétrolière, du conseil à l'ingénierie en passant par la fourniture de produits, d'équipements et de services. Ce groupe constitue un relais important pour l'industrialisation des innovations technologiques de l'IFP.

Chiffres-clés

- **Un budget de R&D de 253 Millions d'euros en 2004**
- **effectif : 1700 personnes**
- **organisation en 5 centres de résultats : Exploration-Production, Raffinage-Pétrochimie, Moteurs-Énergie, Formation, Développement industriel**
- **9 directions de recherche**
- **10^e déposant national avec 130 brevets déposés chaque année et un portefeuille de 12 000 brevets "vivants"**
- **5^e titulaire de brevets aux États-Unis dans le domaine pétrolier toutes nationalités confondues**
- **2^e bailleur au monde de procédés de raffinage et pétrochimie**
- **400 élèves admis chaque année à l'École du pétrole et des moteurs dont 50 % d'élèves étrangers**
- **240 thésards et post-doctorants**

Contact

- Direction de la communication
Gilles Thirouin
Tél : 01 47 52 55 98 – fax : 01 47 52 70 96
webmestre@ifp.fr



Créé en 1945, l'Ined est depuis 1986 un établissement public à caractère scientifique et technologique (EPST). Il est placé sous la double tutelle du ministère délégué à la Recherche et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité.

INSTITUT NATIONAL D'ÉTUDES DÉMOGRAPHIQUES

133, boulevard Davout 75980 PARIS cedex 20

tél. 01 56 06 20 00 – fax 01 56 06 21 99 – www.ined.fr

Président du conseil d'administration : Bernard Pêcheur

Directeur : François Héran

Missions

À son initiative ou à la demande des pouvoirs publics, l'Ined étudie les populations sous tous leurs aspects, en France et à l'étranger, à travers trois missions :

- entreprendre et encourager tous travaux de recherche sur les populations afin de contribuer à l'évolution et au développement de la science démographique,
- rassembler et mettre à disposition l'information, tant française qu'internationale (édition, documentation), accessible sur place et via internet,
- assurer la diffusion de cette information et participer à la formation dans ses domaines de compétence.

Domaines d'activités

- Études générales des populations, conjoncture démographique
- natalité, fécondité, contraception, avortement et suivi international
- famille, ménages, mariage, divorce, comportement sexuel
- mortalité, morbidité, santé
- migrations intérieures et répartition spatiale de la population
- migrations internationales et population étrangère
- population en marge (sans-abri, prisons, questions difficiles)
- économie et démographie
- évolution des pays en développement
- génétique des populations
- histoire des populations

Principales coopérations internationales

Des liens étroits ont été noués avec les homologues de l'Ined aux États-Unis, au Canada, en Afrique francophone, en Russie. L'Ined a obtenu de nombreux contrats européens et renforce ses relations de partenariat avec les organisations internationales. La principale union scientifique de démographie, l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population, est présidée par un Français, chercheur à l'Ined.

Chiffres-clés

- un budget de 12,5 millions d'euros
- 170 collaborateurs, dont 57 chercheurs

Contact

● Délégation à la communication scientifique
Gilles Pison
tél. 01 56 06 20 29 – fax 01 56 06 21 99
pison@ined.fr – info : ined@ined.fr

INSTITUT NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL ET DES RISQUES

Parc Technologique ALATA BP 2

60550 VERNEUIL-EN-HALATTE

tél. 03 44 55 66 77 – fax 03 44 55 66 99 – www.ineris.fr

Président du conseil d'administration : Jacques Vernier

Directeur général : Georges Labroye

Missions

Trois grandes missions structurent l'activité de l'INERIS :

- l'évaluation et la prévention des risques accidentels ou chroniques pour l'homme et pour l'environnement liés aux installations industrielles, aux substances chimiques et aux exploitations souterraines,
- l'expertise au service des politiques publiques (appui à l'administration centrale et aux services déconcentrés), des industriels (étude d'impact...) et des collectivités locales,
- la recherche pour répondre aux principales questions soulevées dans ses domaines d'activité (santé, environnement, sécurité industrielle, préservation des écosystèmes) en partenariat avec les autres acteurs de la recherche française.

Domaines d'activités

- risques chroniques : évaluation des risques sanitaires et environnementaux à long terme des substances chimiques
- risques accidentels : prévention et expertise des risques liés aux activités industrielles (explosion, incendie) et aux moyens de transports (tunnels, ports) des matières dangereuses
- risques du sol et du sous-sol : modélisation et évaluation des risques géotechniques. Surveillance et diagnostic des sites. Hydrogéologie de l'environnement. Évaluation des risques liés aux émissions de gaz en milieu confiné et de biogaz
- certification et évaluation des matériels, équipements, systèmes et produits contribuant à la sécurité industrielle. Contrôles, expertises et audit (marquage CE, Ex)
- valorisation et formation

Principales coopérations internationales

L'INERIS participe* à 27 programmes financés dans le cadre des 5^e et 6^e programmes cadres de recherche et de développement technologique (PCRD).

Il coordonne trois programmes :

- NORMAN (*Network of reference laboratories and related organisations for monitoring and bio-monitoring of emerging environmental pollutants*),
- Shape Risk (*Sharing experience on risk management*)
- Acutex (*Acute exposure*)

* au 30 septembre 2005

Chiffres-clés 2005

- un budget de 55 millions d'euros
- 551 collaborateurs dont 305 cadres, chercheurs et ingénieurs

Contact

● Direction de la communication
Ginette Vastel
tél. 03 44 55 66 08 – fax 03 44 55 62 25
ginette.vastel@ineris.fr



INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE

147, rue de l'Université – 75338 PARIS cedex 07

tél. 01 42 75 90 00 – fax 01 47 05 99 66 – www.inra.fr

Président directrice générale : Marion Guillou

Créé en 1946, l'Inra est un établissement public à caractère scientifique et technologique (EPST). Il est placé sous la double tutelle du ministère délégué à l'enseignement supérieur et à la Recherche et du ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Initialement centrées sur la production agricole, les recherches de l'Inra ont connu une évolution continue et concernent aujourd'hui les questions liées à l'agriculture durable, à l'alimentation et à la sécurité des aliments, à l'environnement et à la gestion des territoires, elles s'inscrivent dans la ligne directrice du développement durable.

Missions

- produire et diffuser des connaissances scientifiques et des innovations, principalement dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et de la santé humaine et de l'environnement
- contribuer à l'élaboration de la politique nationale de recherche dans les domaines relevant de sa compétence
- contribuer à l'expertise, à la formation par et pour la recherche, à la promotion de la culture scientifique et technique ainsi qu'au débat science société

Priorités

Le document d'orientation 2006 - 2009 de l'institut définit 6 axes scientifiques stratégiques

- environnement et espace rural
- alimentation humaine
- transformations et caractérisations des produits agricoles
- développement des recherches génériques (biologie à haut débit, bioinformatique, génomique, biologie intégrative...)
- développement de systèmes agricoles innovants et durables
- compréhension et analyse de la stratégie et de l'organisation des acteurs concernés par les domaines de recherche de l'Inra et des politiques publiques correspondantes

Partenariat

L'Inra mène une politique de partenariat active avec l'environnement scientifique (enseignement supérieur et organismes de recherche); avec les acteurs socio-économiques, par l'appui au développement agricole et la contribution à l'innovation technologique; avec les collectivités territoriales; avec les pouvoirs publics qui sollicitent les chercheurs notamment pour participer aux comités d'experts nationaux, européens et internationaux; et enfin, avec la société, dans le cadre d'un dialogue responsable et citoyen sur les objectifs et les enjeux de la science.

Collaboration européenne et internationale

L'Inra entend être un acteur majeur de la construction de l'espace européen de la recherche et son ouverture vers l'Europe de l'Est et la Méditerranée. Par son implication dans le Programme-cadre de recherche développement (PCRD) et par le renforcement de relations bilatérales avec ses principaux homologues européens et méditerranéens, il contribue à cette construction. L'Inra qui compte parmi les trois plus grands instituts mondiaux en matière de recherche agronomique, alimentaire et environnementale développe une forte politique internationale qui lui garantit une présence active au sein des communautés scientifiques des pays industrialisés mais aussi des pays émergents aux plans scientifique et agricole (Brésil, Chine, Inde).

Chiffres-clés 2004

- 8 848 collaborateurs, dont 4 205 chercheurs, ingénieurs et assistants ingénieurs et 4 643 techniciens et personnels d'appui à la recherche
- un budget de 597,4 millions d'euros
- + de 2 000 doctorants, chercheurs étrangers et stagiaires accueillis chaque année
- 21 centres de recherche régionaux
- 14 départements de recherche
- 257 unités de recherche (dont 142 en partenariat), 80 unités expérimentales, 131 unités d'appui et de service
- 204 brevets et plus de 170 contrats avec des partenaires industriels

Contact

- Mission communication
Pierre Establet
tél. 01 42 75 94 19 – fax 01 42 75 91 72
establet@paris.inra.fr



INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE SUR LES TRANSPORTS ET LEUR SÉCURITÉ

2, av. du Général Malleret-Joinville 94114 ARCUEIL cedex

tél. 01 47 40 70 00 – fax 01 45 47 56 06 – www.inrets.fr

Président du conseil d'administration : Yves Bamberger

Directeur Général : Guy Bourgeois

Missions

- effectuer, faire effectuer ou évaluer toutes recherches et tous développements technologiques consacrés à l'amélioration des systèmes et moyens de transports et de circulation du point de vue technique, économique et social
- mener, dans ces domaines, tous travaux d'expertise et de conseil
- participer à la formation par et à la recherche dans le secteur des transports, en France et à l'étranger

Domaines d'activités

Accroître la sécurité des personnes

Thématiques de recherche :

Santé des personnes et insécurité routière

- Politiques publiques : action sur les comportements
- et régulation des risques

Technologie et facteurs humains : coopération homme-

- machine

Optimiser l'usage des réseaux de transport et réduire la dépendance au pétrole : de la mobilité à l'aménagement des territoires

Thématiques de recherche :

Mobilité des personnes, modes de vie, territoires

- Transport des marchandises
- Trafic, déplacements et gestion des réseaux : outils
- et méthodes

Accroître la fiabilité et la durabilité des systèmes de transport, optimiser leur consommation énergétique et réduire leur impact sur l'environnement

Thématiques de recherche :

Exploitation sûre et performante des transports guidés

- Communication-navigation-surveillance ; diagnostic-
 - maintenance
- Réduction de la consommation d'énergie, évaluation

Créé en 1985, l'INRETS est un établissement public à caractère scientifique et technologique (EPST), sous la tutelle du ministère délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche et du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement.

- et réduction des émissions de gaz à effets de serre et des polluants
Évaluation et réduction du bruit des transports, analyse
- multi nuisance

Partenariats et coopérations nationales et internationales

Au plan national, l'Inrets est fortement impliqué dans le PREDIT¹, dans les Réseaux de recherche et d'Innovation Technologiques et anime le pôle de recherche sur les systèmes de piles à combustible. De nombreux partenariats sont engagés avec d'autres EPST (CNRS, CNES, LCPC) et établissements d'enseignement supérieur (Universités, Ecoles d'ingénieurs). Au plan international, l'Inrets participe, notamment, à de nombreux programmes européens et internationaux : ceux des 6^e et préparation du 7^e PCRD², COST³, DEUFRAKO OCDE. L'Inrets joue un rôle croissant au sein de l'association ECTRI⁴ dont la première vocation est d'assurer l'interface avec la Commission européenne et ses services. L'Inrets développe également de nombreuses coopérations hors Union européenne : Etats-Unis, Canada, Australie, Japon, Corée...

(1) Programme National de Recherche sur les Transports

(2) Programme cadre de recherche et développement

(3) Coopération européenne dans le domaine scientifique et technique

(4) European Conference of Transport Research Institute

Chiffres-clés

- un budget annuel de 43 millions d'euros
- 450 chercheurs et ITA
- 19 unités de recherche réparties dans 4 centres : Arcueil, Bron, Villeneuve-d'Ascq et Salon-de-Provence

Contact

● Service de la communication
Valérie Colombel
tél. 01 47 40 71 58 – fax 01 45 47 56 06
valerie.colombel@inrets.fr



Créé en 1967, l'Inria est un établissement public à caractère scientifique et technologique (EPST). Il est placé sous la double tutelle du ministère délégué à la Recherche et du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE EN INFORMATIQUE ET EN AUTOMATIQUE

Domaine de Voluceau – Rocquencourt BP 105

78153 LE CHESNAY cedex

tél. 01 39 63 55 11 – www.inria.fr – fax 01 39 63 53 30

Président directeur général : Michel Cosnard

Président du conseil scientifique : Eric Sandewall

Missions

- entreprendre des recherches fondamentales et appliquées, intégrant notamment l'essor considérable des sciences et technologies de l'information et de la communication (STIC)
- réaliser des systèmes expérimentaux
- organiser des échanges scientifiques internationaux
- assurer le transfert et la diffusion des connaissances et du savoir-faire
- contribuer à la valorisation des résultats de la recherche
- participer à des programmes de coopération pour le développement, notamment par la formation
- effectuer des expertises scientifiques
- contribuer à la normalisation

Domaines d'activités

Quatre grands thèmes de recherche :

- réseaux et systèmes,
- génie logiciel et calcul symbolique,
- interactions homme-machine, images, données, connaissances,
- simulation et optimisation de systèmes complexes.

Principales coopérations internationales

L'Inria favorise les échanges constants entre les spécialistes R&D internationaux : hôte européen du World Wide Web Consortium (W3C) de 1995 à 2002, programmes de projets communs NSF/Inria, laboratoire de recherche franco-chinois, LIAMA⁽¹⁾, avec l'Académie des sciences de Chine, Institut Liapunov commun avec l'Université de Moscou, membre

fondateur du consortium ERCIM⁽²⁾ (qui rassemble 17 instituts de recherche européens), participations importantes dans les programmes R&D européens (IST), coopérations scientifiques importantes avec le Brésil, l'Argentine, le Maroc, la Tunisie, le Japon et Singapour.

(1) *Laboratoire franco-chinois de recherche en informatique, automatique et mathématiques appliquées*

(2) *European Research Consortium for Informatics and Mathematics*

Chiffres-clés

- un budget de 135 millions d'euros hors taxe
- 3500 collaborateurs, dont 2700 scientifiques
- 1000 doctorants
- 6 unités de recherche : Rocquencourt, Rennes, Nancy, Sophia-Antipolis, Grenoble, Saclay-Bordeaux-Lille
- 80 sociétés de technologies créées par essaimage à partir de l'Inria, soit plus de 1700 salariés en 2005

Contact

- Directeur de l'information scientifique et de la communication
Jean-Pierre Verjus
tél. 04 76 61 55 00
mel : jean-pierre.verjus@inria.fr
- Déléguée à la communication institutionnelle – relations presse
Christine Genest
tél. 01 39 63 55 18 – fax 01 39 63 59 60
christine.genest@inria.fr

INSTITUT NATIONAL DE LA SANTÉ ET DE LA RECHERCHE MÉDICALE

101, rue de Tolbiac 75654 PARIS cedex 13

tél. 01 44 23 60 00 – fax 01 45 85 68 56 – www.inserm.fr

Présidente du conseil d'administration : Monique Capron

Directeur général : Christian Bréchet

Missions

- contribuer à mieux connaître et à améliorer la santé de l'homme en favorisant les interfaces entre recherche fondamentale, recherches médicales cognitive et clinique et recherche en santé publique
- assurer le transfert, la diffusion des connaissances et du savoir-faire
- valoriser ses résultats dans les domaines de l'application clinique, industrielle et en santé publique

Domaines d'activités

L'Institut a défini trois grands domaines prioritaires pour les années à venir, qui s'appuient sur la recherche fondamentale :

- la recherche en physiologie/physiopathologie pour la compréhension des maladies,
- la recherche en thérapeutique (recherche sur le médicament, ingénierie biomédicale, thérapeutique du vivant),
- la recherche en santé publique pour produire de nouvelles connaissances sur les déterminants de la santé de la population.

Partenariats

- La politique scientifique s'appuie sur des actions incitatives destinées à développer des projets hautement compétitifs ou sur des thématiques et des techniques nouvelles. Les accords internationaux contribuent à dynamiser la recherche par des échanges scientifiques et l'accueil de chercheurs étrangers.
- La stratégie d'ouverture se caractérise notamment par un partenariat fort avec les universités et les hôpitaux. L'appartenance des laboratoires à près de 60 instituts

fédératifs de recherche, la mise en place d'un réseau de centres d'investigation clinique adaptés à la recherche sur le sujet sain et malade et la participation, dans le cadre de comités d'interface, à plus de quatre-vingts sociétés savantes médicales, illustrent cette orientation.

- Le partenariat social a pour objectifs de fournir un appui scientifique à la surveillance et à l'amélioration de l'état de santé des populations, de développer et valoriser les connaissances et les méthodologies d'optimisation de la gestion des systèmes de soins et de prévention.
- Au plan régional, l'Institut mène une politique de rapprochement des activités de recherche avec d'autres EPST, l'université, l'hôpital et l'industrie. La négociation de contrats de plan État-région s'inscrit dans une même stratégie de développement scientifique, technologique et économique.

Chiffres-clés

- un budget de 548 millions d'euros
- 6620 agents, dont 2095 chercheurs 2728 ITA statutaires et 1797 agents employés à durée déterminée (boursiers, postes d'accueil, etc.)
- un réseau de 360 laboratoires de recherche implantés dans les hôpitaux et dans les universités
- 5675 coopérations internationales
- une collaboration avec plus de 400 entreprises pharmaceutiques, de biotechnologies et de technologies médicales au travers de 998 contrats et plus de 590 familles de brevets

Contact

- Département de l'information scientifique et de la communication
Pascale Sillard
tél. 01 44 23 60 71 – fax 01 44 23 60 68
iscom@tolbiac.inserm.fr

INSTITUT CURIE

26, rue d'Ulm 75248 PARIS cedex 05

tél. 01 44 32 40 00 – fax 01 43 29 02 03 – www.curie.fr

Président : Pr Claude Huriet

Président du Conseil scientifique : Pr Howard Green

Directeur de la recherche : Pr Daniel Louvard

Directeur de l'Hôpital : Pr Pierre Bey

Secrétaire Général : Anne Bellod

Missions

- le traitement : un hôpital, établissement privé participant au service public hospitalier, réalisant chaque année 100 000 consultations dont 7800 nouveaux malades
- la recherche : le plus grand centre de recherche en France dédié à la cancérologie regroupe 12 laboratoires associés au CNRS ou à l'INSERM dont les travaux visent à comprendre le fonctionnement de la cellule, qu'elle soit normale ou cancéreuse, pour faire progresser la prévention, le diagnostic et le traitement des cancers
- le transfert : les collaborations interdisciplinaires entre médecins et chercheurs permettent de développer les connaissances et les pratiques pour mettre plus rapidement à la disposition des malades les dernières avancées de la recherche
- l'enseignement par la formation des scientifiques et des médecins en collaboration avec plusieurs universités
- l'information du grand public pour la promotion de la prévention contre les cancers

Domaines d'activités

Huit axes de recherche sont développés : ● biologie cellulaire et biologie du développement ● génétique et oncogénèse ● épigénétique et génotoxicologie ● mécanismes moléculaires de l'oncogénétique ● pharmacochimie ● imagerie cellulaire et moléculaire. ● immunothérapie ● physicochimie du vivant

Priorités

Au cœur de la montagne Sainte-Geneviève, co-fondateur du Canceropole Ile-de-France, l'Institut dispose de nombreux atouts, en particulier son pôle de biologie

cellulaire. En renforçant ses activités en génétique humaine et en immunologie et en créant un pôle de génétique et de biologie du développement, l'Institut Curie a orienté ses choix stratégiques pour développer les recherches de l'ère post-génomique et exploiter les nouvelles connaissances au bénéfice des malades. Avec les technologies comme les puces à ADN, il sera possible d'établir la carte d'identité de chaque tumeur, ce qui permettra d'obtenir un diagnostic affiné, de prévoir l'efficacité des thérapeutiques et de proposer des traitements «à la carte». Par ailleurs, des travaux de recherche dits «programmes incitatifs et coopératifs» associent chercheurs et médecins autour de : génotoxicologie ; physique à l'échelle de la cellule.

Principales coopérations internationales

L'Institut Curie a créé des liens bilatéraux avec les grands instituts de recherche sur le cancer (Londres, Heidelberg, Amsterdam, Lausanne, New-York, Rehovot). Des professeurs des grandes institutions internationales sont accueillis chaque année, et un programme d'accueil 130 post-doctorants étrangers existe (33 nationalités différentes) depuis 1997.

Chiffres-clés

- un budget annuel de l'ordre de 155 millions d'euros
- 2000 collaborateurs, dont 800 pour la section de recherche
- 65000m² sur les sites de Paris et Orsay

Contact

● Direction de la communication et des relations extérieures
Christophe Piednoël
tél. 01 44 32 43 86 – fax 01 43 25 17 56
christophe.piednoel@curie.fr



INSTITUT PASTEUR

L'institut Pasteur est une fondation privée à but non lucratif reconnue d'utilité publique, créée en 1887 à la suite d'une souscription internationale.

INSTITUT PASTEUR

28, rue du docteur Roux 75724 PARIS cedex 15

tél. 01 45 68 80 00 - fax 01 43 06 98 35 - www.pasteur.fr

Président du conseil d'administration : François Ailleret

Directrice générale : Alice Dautry

Missions

- Recherche scientifique et médicale pour la prévention et la lutte contre les maladies infectieuses
- enseignement
- services de santé publique (consultations médicales, vaccinations, centres de référence...)

Domaines d'activités

- biologie structurale et chimie
- génomique
- microbiologie fondamentale et médicale
- biologie cellulaire
- biologie du développement
- écosystèmes et épidémiologie des maladies infectieuses
- virologie
- parasitologie
- neuroscience
- immunologie

Priorités

- l'étude des microorganismes pathogènes et de leur interaction avec l'homme
- la recherche clinique sur les interactions pathogènes-hôtes, développée en collaboration avec les équipes hospitalo-universitaires ; la recherche en immunologie, réorientée vers l'immunité anti-infectieuse (Sida, paludisme, hépatite C)
- les interactions entre l'homme et son environnement

Principales coopérations internationales

L'institut Pasteur anime un réseau de 29 Instituts Pasteur dans le monde : en France métropolitaine, dans les Dom-Tom et à l'étranger (Côte d'Ivoire, République Centrafricaine, Grèce, Italie, Algérie, Tunisie, Maroc, Viêt-Nam, Russie, Sénégal, Madagascar, Iran, Cambodge, Roumanie, Cameroun, Belgique, Niger, Canada, Chine, Corée du Sud, Bulgarie, Guadeloupe, Guyane, Nouvelle Calédonie). Il collabore également avec l'OMS (Organisation mondiale de la santé).

Chiffres-clés

- un budget de 215 millions d'euros
- 2500 personnes (63 nationalités)
- 132 unités de recherche
- 1000 élèves et stagiaires (63 nationalités)
- 22 centres nationaux de référence
- 8 centres collaborateurs OMS
- 29 instituts sur les cinq continents

Contact

- Direction de la communication
Sylvain Coudon
tél. 01 45 68 81 47 – fax 01 45 68 84 39
dircom@pasteur.fr



Créé en 1992, l'IPEV est un groupement d'intérêt public (GIP) constitué par neuf organismes : le ministère chargé de la recherche, le ministère des Affaires étrangères, TAAF, CEA, CNRS, CNES, Ifremer, Météo-France, EPF.

INSTITUT POLAIRE FRANÇAIS – PAUL EMILE VICTOR
Technopole Brest Iroise BP 75 29280 – Plouzané
tél. 02 98 05 65 00 – fax 02 98 05 65 55 – www.ipev.fr
Directeur : Gérard Jugie

Missions

L'IPEV est une agence de moyens au service de la recherche dans les régions polaires arctique et antarctique où l'isolement et l'environnement climatique nécessitent une technicité adaptée. Il sélectionne, coordonne et soutient des programmes scientifiques et technologiques

Domaines d'activités

Participation à la concertation internationale autour des questions scientifiques et logistiques dans les régions polaires.

- mise à disposition des scientifiques des structures d'hébergement et des moyens de déplacement
- construction, gestion et entretien des bases
- acquisition et maintenance d'équipements scientifiques
- organisation des missions de la métropole jusqu'au terrain
- recrutement du personnel scientifique et technique
- affrètement de navires pour acheminer personnels et matériels sur les sites
- mise en œuvre des campagnes océanographiques à bord du Marion Dufresne

Priorités

Accompagner le développement des programmes scientifiques et l'europanisation de la base continentale franco-italienne Concordia, où le premier hivernage a eu lieu en 2005.

Principales coopérations internationales

Les recherches en régions polaires sont éminemment internationales. Elles ne peuvent se concevoir que dans le cadre de partenariats étroits pluripartites avec les différents opérateurs étrangers.

L'Ipev est actif au sein des différentes instances internationales. Gérard Jugie, directeur de l'Ipev, préside le Conseil des responsables nationaux des programmes antarctiques (COMNAP) et l'*European Polar Board* (EPB).



© Katel
Pierre
IPEV

© Pierre
Sangardi
IPEV



Chiffres-clés

- budget : 26 millions d'euros
- 50 agents permanents
- 61 programmes scientifiques terrestres, 12 campagnes océanographiques en 2004

Contact

- Responsable de la communication
Alain Lesquer
tél. 02 98 05 65 05
alain.lesquer@ipev.fr

INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT
213, rue La Fayette 75480 PARIS cedex 10
tél. 01 48 03 77 77 – fax 01 48 03 08 29 – www.ird.fr
Président du conseil d'administration : Jean-François Girard
Directeur général : Michel Laurent

Missions

L'IRD mène des recherches ayant pour finalité de contribuer au développement durable des pays du Sud, en particulier dans la zone intertropicale. Il les conduit, en étroite association (unités mixtes, instituts fédératifs...) avec les institutions d'enseignement supérieur et de recherche françaises, et avec ses partenaires du Sud, dans les trois domaines suivants :

- milieux et environnement,
- ressources vivantes,
- sociétés et santé.

L'Institut propose ses capacités d'expertise aux gouvernements, administrations et organismes publics et privés internationaux ; il participe au renforcement des communautés scientifiques du Sud pour la formation et le soutien de jeunes équipes.

L'IRD mène actuellement des recherches en Afrique, dans l'Océan indien, en Amérique latine, en Asie et dans le Pacifique. Il dispose, pour ce faire, de trente-cinq implantations dont cinq en France métropolitaine (Bondy, Brest, Montpellier, Orléans et Paris) et cinq dans les collectivités territoriales d'outre-mer (Guyane, La Réunion, Martinique, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française).

Domaines d'activités

Principaux programmes de recherche :

- **Risques naturels, climats et ressources non renouvelables : impacts pour l'environnement et les populations du Sud**
 - stratégies d'adaptation au changement climatique
 - prévention et maîtrise des risques naturels et environnementaux
- **Gestion durable des écosystèmes du Sud**
 - biodiversité et gestion des ressources vivantes
 - informations spatiales et gestion durable de l'environnement
- **Eaux continentales et côtières :**

ressources et usages au Sud

- gestion intégrée des ressources en eau

- développement durable des environnements côtiers
- **Sécurité alimentaire dans le Sud**
 - productivité des agrosystèmes
 - politique alimentaire
- **Sécurité sanitaire, politiques de santé et accès aux soins**
 - lutte contre les grandes maladies liées à la pauvreté (VIH/Sida, paludisme, tuberculose)
 - environnement et maladies émergentes
 - santé de la mère et de l'enfant
- **Développement et mondialisation : dynamiques socio-économiques, identitaires et spatiales**
 - lutte contre la pauvreté et les inégalités
 - migrations internationales et développement
 - une meilleure gouvernance pour un développement durable

Chiffres-clés (2006)

- **un budget de 190 millions d'euros**
- **2200 personnes, dont 800 chercheurs, des ingénieurs, techniciens et administratifs, et des agents locaux**
- **des implantations dans 25 pays étrangers en zone intertropicale, 5 en métropole et 5 dans les Dom-Tom**
- **près de 40% des agents titulaires affectés hors métropole, surtout en Afrique, dans les Dom-Tom et en Amérique latine**
- **80 unités de recherche et de service**
- **400 doctorants encadrés par l'IRD dont 58% dans les pays du Sud**

Contact

- Délégation à l'information et à la communication
Marie-Noëlle Favier
tél. 01 48 03 77 47 - fax : 01 48 03 08 29
dic@paris.ird.fr

INSTITUT DE RADIOPROTECTION ET DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE

77-83, avenue du Général De Gaulle 92140 CLAMART

tél. 01 58 35 88 88 – fax 01 58 35 84 51 – www.irsn.org

Président : Jean-François Lacronique

Directeur général : Jacques Repussard

Missions

L'IRSN est, avec ses 1500 experts, chercheurs et techniciens, un leader européen de l'expertise scientifique et de la recherche pour la sûreté nucléaire et la radioprotection. Il conduit des programmes de recherche et d'études. Il intervient en appui aux autorités publiques compétentes en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection pour les activités civiles et de défense, ainsi qu'en matière de sécurité des installations et des matières nucléaires, dans le cadre des traités internationaux. Il dispose d'une capacité technique et scientifique d'appui à la gestion des situations d'urgence, avec un centre de crise mobilisable à chaque instant, complété par un dispositif d'intervention sur le terrain. Outre ce rôle d'appui aux pouvoirs publics, l'Institut est responsable en propre de plusieurs autres missions. Il contribue à la surveillance radiologique du territoire national et des travailleurs exposés aux rayonnements ionisants et à la formation de ces derniers en radioprotection. Il gère le fichier national des sources radioactives. L'IRSN met également son expertise à la disposition de nombreux partenaires et clients, français ou étrangers. Il contribue enfin à l'information du public au sujet des risques radiologiques et nucléaires, notamment au travers de la publication de rapports, d'expositions, et grâce à son site Internet.

Domaines d'activités

- sûreté des réacteurs
- sûreté des usines, des laboratoires, des transports et des déchets
- prévention des accidents majeurs
- environnement et intervention
- radioprotection de l'homme
- expertise nucléaire de défense

L'IRSN, créé par la loi sur l'AFSSE* (mai 2001), puis par décret du 22 février 2002, est un établissement public indépendant, placé sous la tutelle des ministres chargés de l'écologie, de l'industrie, de la défense, de la santé et de la recherche.

* Agence française de sécurité sanitaire environnementale

Principales coopérations internationales

Les échanges nourris avec les autres pays et la participation à des programmes scientifiques internationaux sont indispensables à l'IRSN pour enrichir ses connaissances et maintenir ainsi le meilleur niveau d'expertise dans ses domaines de compétence. C'est aussi une reconnaissance internationale qui s'impose comme un gage de crédibilité auprès des pouvoirs et opinions publics nationaux. L'Institut pilote notamment des recherches sur les accidents nucléaires graves, participe activement en radioprotection aux programmes du PCRD et s'investit dans les différents travaux menés en Europe de l'Est pour améliorer la sûreté des installations nucléaires (programmes européens Phare et Tacis, et projets de la BERD) et/ou étudier les conséquences de l'accident de Tchernobyl (initiative franco-allemande pour Tchernobyl).

De plus, l'Institut a noué des relations de collaboration particulières avec les principaux organismes traitant des risques nucléaires, parmi lesquels on peut citer les organismes allemands, américains, japonais, anglais, finlandais, chinois, coréens, russes ou ukrainiens. Enfin, l'IRSN participe à l'élaboration de consensus scientifiques et techniques internationaux et à l'évolution des recommandations et réglementations internationales au sein des organismes internationaux tels que l'AIEA, l'IAEN (OCDE), l'UNSCEAR, la CIPR ou l'Union Européenne.

Chiffres-clés

- un budget d'environ 250 millions d'euros
- 1500 experts et chercheurs
- 14 implantations

Contact

- Direction de la communication
Marie-Pierre Bigot
tél. 01 58 35 95 93 – fax 01 58 35 84 51
marie-pierre.bigot@irsn.fr
- Courrier : BP17 92262 - Fontenay-aux-Roses

LABORATOIRE CENTRAL DES PONTS ET CHAUSSÉES

58, boulevard Lefebvre 75732 PARIS cedex 15

tél. 01 40 43 50 00 – fax 01 40 43 54 98 – www.lcpc.fr

Président du conseil d'administration : Yves Bamberger

Président du conseil scientifique : Pierre Bérest

Directeur général : Jacques Roudier

Créé en 1949, le LCPC est depuis le 1^{er} juin 1998 un établissement public à caractère scientifique et technologique (EPST). Il est placé sous la tutelle conjointe des ministères chargés de la recherche et de l'équipement.

Missions

- conduire des recherches et des études dans le domaine des infrastructures et de leur usage, de la géotechnique, des ouvrages d'art, du génie civil, du génie urbain et de leurs conséquences sur l'environnement
- valoriser la recherche par des actions de développement de logiciels ou de matériels d'essai et de mesure
- mener tous travaux d'expertise et de conseil
- orienter, programmer, évaluer, dans ses domaines de compétence, la recherche-développement des Centres d'études techniques de l'équipement (CETE) et animer le comité inter-laboratoires régionaux des Ponts et Chaussées (LRPC)
- assurer la coordination avec la recherche européenne et internationale, participer à la promotion des techniques françaises à l'étranger et au soutien à l'innovation
- mettre en œuvre une politique d'information scientifique et technique et assurer la diffusion des connaissances acquises, la réglementation et la normalisation

Domaines d'activités

- les routes : matériaux et structures de chaussées, auscultation et gestion du patrimoine routier, exploitation et sécurité routières, environnement routier (retraitement des matériaux de chaussées, réduction du bruit, pollution des eaux et des sols)
- géotechnique : géologie, granulats, mécanique des sols et des roches, fondations et soutènements, risques naturels, géophysique
- ouvrages d'art : matériaux, éléments de structure, entretien, surveillance et pathologie
- le domaine urbain : les infrastructures spécifiquement urbaines, travaux en milieu urbain, hydrologie, acoustique urbain, éclairage urbain

Priorités

(contrat quadriennal 2001-2004)

- valorisation des infrastructures existantes,
- sécurité des usagers des infrastructures routières,
- impact des infrastructures sur l'environnement et maîtrise des risques naturels,
- impact des ouvrages de génie civil en zone urbaine,
- impact de nouveaux matériaux et de nouvelles technologies dans le domaine du génie civil et des transports.

Principales coopérations internationales

En Europe, le LCPC collabore avec le réseau FLERR (Forum des Laboratoires européens de recherche routière) qui regroupe 17 organismes. Le LCPC est membre de diverses associations internationales et entretient des relations suivies avec de nombreuses universités.

Chiffres-clés

- un budget annuel de 43 millions d'euros
- 600 collaborateurs, dont 250 chercheurs et 220 techniciens
- un réseau représentant environ 2500 agents et couvrant l'ensemble du territoire national avec 8 CETE (Centres d'Études Techniques et d'Équipement) et 17 laboratoires régionaux
- 4 sites (Paris, Nantes, Mame-la-Vallée, Satory-Versailles)
- 5 unités mixtes avec l'Inrets, le CNRS et l'ENPC, des universités

Contact

● Délégation à la communication
Géraldine Letortu
tél. 02 40 84 58 12 – fax 02 40 84 57 08
geraldine.letortu@lcpc.fr

LE MUSÉUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE

57, rue Cuvier 75231 Paris Cedex 05

tél. : 01 40 79 30 00 - fax 01 40 79 39 64 - www.mnhn.fr

Président : André Menez

Directeur général : Bertrand-Pierre Galey

Le Muséum national d'Histoire naturelle est un grand établissement à caractère scientifique, culturel et professionnel. Il est placé sous la double tutelle du ministère délégué à la Recherche et du ministère de l'Écologie et du Développement durable. Créé en 1635 sous Louis XIII avec pour intitulé Jardin Royal des Plantes médicinales, il est devenu Muséum national d'Histoire naturelle en 1793. Aujourd'hui il est réparti sur plusieurs sites, le Jardin des Plantes, le Musée de l'Homme, le Parc Zoologique de Paris, l'Arboretum de Chevreloup et une dizaine de sites répartis dans toute la France.

Missions

Depuis sa création, le Muséum a pour missions dans les domaines des sciences naturelles et humaines :

- la recherche fondamentale et appliquée,
- la conservation et l'enrichissement des collections issues du patrimoine naturel et culturel,
- l'enseignement,
- l'expertise,
- la diffusion de la culture scientifique à l'intention de tous les publics.

Domaines d'activités

Les chercheurs du Muséum sont des experts mondiaux dans de nombreux domaines, ils concourent à mieux comprendre l'histoire de la terre, l'histoire de la vie, les mécanismes de l'évolution, l'origine de l'Homme, ses relations avec la nature. Ils participent à l'inventaire de la biodiversité et s'inscrivent totalement, par la connaissance des facteurs de l'environnement comme centre de ressources naturalistes du développement durable.

Par ses manifestations à destination du grand public, expositions, publications, animations, cours et conférences, le Muséum mène une très importante action de diffusion des connaissances scientifiques.

Priorités

- la valorisation, le développement et la mise à disposition des collections du Muséum
- l'étude de la biodiversité et de la gestion de cette biodiversité dans une perspective de développement durable
- une vulgarisation scientifique qui réponde au questionnement actuel de la société

Principales coopérations Internationales

Avec la 3^e collection au monde d'histoire naturelle (65 millions de spécimens), le Muséum est un très grand instrument scientifique au service de la connaissance et de la préservation de la diversité biologique. Cette collection figure au nombre des très grands équipements de recherche reconnus par l'Union européenne (programme COLPARSYST) au même titre qu'un synchrotron.

Le Muséum est au cœur de réseaux scientifiques mondiaux comme le GBIF (*Global biodiversity information facility*) ou européens comme le CETAF (qui rassemblent tous les spécialistes européens de taxonomie).

Chiffres-clés

- un budget de 56 millions d'euros
- 1762 personnes dont 207 enseignants chercheurs et 302 agents EPST et EPSCP
- le Muséum accueille 465 étudiants (DEA et doctorants)
- il est organisé en départements et directions transversales, 7 départements de recherche (histoire de la Terre, sciences préhistoriques, milieux et peuplements marins, écologie et gestion de la biodiversité, systématique et évolution, régulation, développement et diversité moléculaire, hommes, natures, sociétés) et 3 départements de diffusion scientifiques (galeries du Jardin des Plantes, parcs zoologiques et jardins botaniques, musée de l'Homme)
- sur l'ensemble de ses sites, le Muséum reçoit 2, 5 millions de visiteurs payants par an

Contact

● Direction de la diffusion, accueil, partenariat et communication
Philippe Penicaut
tél. : 01 40 79 54 50 - fax : 01 40 79 39 64
marie@mnhn.fr

OFFICE NATIONAL D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES AÉROSPATIALES

29, avenue de la Division Leclerc BP 72

92322 CHATILLON cedex

tél. 01 46 73 40 40 – fax 01 46 73 41 41 – www.onera.fr

Président directeur général : Denis Maugars

Directeur scientifique général : Michel de Gliniasty

Missions

- assister les services de l'État chargés de conduire la politique aéronautique et spatiale, tant civile que militaire
- développer et orienter les recherches dans le domaine aérospatial
- concevoir, réaliser et mettre en œuvre pour les constructeurs les moyens nécessaires à l'exécution de leurs recherches et essais
- assurer la diffusion et la valorisation des résultats de ces recherches auprès des industriels, y compris en dehors du domaine aérospatial
- participer à la formation des ingénieurs et des chercheurs

Domaines d'activités

- aérodynamique
- mécanique du vol
- énergétique
- résistance des structures
- matériaux
- optique et laser
- acoustique
- électromagnétisme
- électronique
- systèmes
- robotique
- traitement de l'information

Priorités

L'ONERA mène des recherches de base très en amont de l'action des constructeurs. Modélisation, simulation numérique et expérimentation (en laboratoire, en soufflerie et en vol) permettent de mieux comprendre les phénomènes physiques et de valider l'évaluation des performances des systèmes complexes aérospatiaux. L'ONERA est ainsi partie prenante dans les grands programmes aéronautiques et spatiaux européens : Mirage, Concorde, Airbus, Ariane, Rafale...

Principales coopérations internationales

L'ONERA entretient des relations suivies avec son homologue allemand le DLR. Il est acteur de l'EREA (Association des Établissements de Recherche Européens en Aéronautique), du GARTEUR (*Group for Aeronautical Research and Technology in Europe*) et de la RTO (*Research and Technology Organization*). L'ONERA coopère avec la NASA, l'*US Army*, l'*US Air Force*, les TsAGI et CIAM russes et, plus ponctuellement, avec certains pays de la zone asiatique.

Chiffres-clés

- volume d'activités de 188 millions d'euros
- 2000 collaborateurs
- 3 centres en région parisienne, Toulouse, Fuga-Mauzac, Modane-Avrieux, Lille, Salon-de-Provence

Contact

- Direction de la communication
Nicole Landré
tél. 01 46 73 40 56 – fax 01 46 73 41 59
landre@onera.fr

27/31, avenue du Général Leclerc
94710 Maisons-Alfort Cedex
tél. 01 41 79 91 00 - www.oseo.fr
Président : Jean-Pierre Denis
Directeur général : Michel Guilbaud

Missions

OSEO anvar a pour mission de contribuer au développement économique par le soutien à l'innovation.

OSEO anvar travaille en réseau avec l'ensemble des acteurs publics et privés qui accompagnent le développement des PME et l'innovation. Il est au service des politiques publiques de soutien à l'innovation, tant nationales que régionales et met à leur disposition son offre de produits et services ainsi que son réseau, adaptés selon leurs priorités de développement économique.

Domaines d'activité

OSEO anvar propose aux porteurs de projets innovants des services d'ingénierie et de financement sur mesure afin de :

- favoriser la création d'entreprises innovantes
- développer le potentiel innovant des PME existantes
- promouvoir le recrutement par les PME de personnel de R&D qualifié
- faciliter les relations PME – laboratoires de recherche, via une assistance au transfert de technologie
- aider au montage de projets technologiques nationaux et transnationaux et faciliter l'accès aux programmes européens
- accompagner les PME dans leur recherche de partenaires et de fonds complémentaires (fonds propres, aides régionales, nationales et européennes)

Principales coopérations internationales

OSEO anvar est l'interlocuteur privilégié des PME pour le montage de projets EUREKA ou communautaires (PCRD, ERANets...). Il facilite également leur mise en relation avec des partenaires d'autres pays, dans le cadre d'accords

OSEO anvar est une SA au capital de 80 000 000 d'euros, filiale à 100% du groupe OSEO, placée sous la tutelle du ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, du ministère des petites et moyennes Entreprises, du Commerce, de l'Artisanat et des Professions libérales, et du ministère délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.

avec le Brésil, la Chine, les Etats-Unis, l'Inde, Israël, le Maroc, la Tunisie et la Russie.

Le groupe OSEO

OSEO anvar est filiale du groupe OSEO, issu du rapprochement de l'Anvar, de la BDPME (et de sa filiale Sofaris) et de l'Agence des PME.

La mission d'OSEO, au service de l'entrepreneur, est d'accompagner et soutenir financièrement les PME et de leur faciliter l'accès aux banques et aux organismes de fonds propres, en particulier dans les phases les plus délicates :

- Création
- Innovation
- Développement
- Transmission

Chiffres-clés

- Budget d'intervention : 224 millions d'euros
- 4 639 projets soutenus
- Huit directions fonctionnelles au siège : action régionale, technologie et projets européens, affaires juridiques et propriété industrielle, comptable et financière, développement, gestion opérationnelle, international, ressources humaines
- 25 directions régionales, interlocutrices directes des porteurs de projets
- Quatre bureaux à l'étranger : Belgique, Brésil, Etats-Unis, Russie

Contact

- Direction de la communication
tél. 01 41 79 91 00

L'OST est un groupement d'intérêt public (Gip), créé pour une durée de six ans par arrêté du 28 mars 1990 et reconduit pour 12 ans lors de sa dernière évaluation, le 13 avril 2002.

OBSERVATOIRE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

93, rue de Vaugirard - 75006 Paris

tél. 01 42 22 30 30 – fax 01 45 48 63 94 – www.obs-ost.fr

Président du conseil d'administration : Jean-Jacques Duby

Président du comité scientifique et de prospective :

Emmanuel Jolivet

Directrice : Ghislaine Filliatreau

Missions

La mission de l'OST est de concevoir et produire des indicateurs et des analyses sur les activités de R&D et d'innovation.

Les études réalisées par l'OST contribuent à l'analyse des politiques publiques de recherche et d'innovation, à l'échelle régionale, nationale, européenne et mondiale et permettent aux acteurs de la science et de la technologie de nourrir leur réflexion.

Domaines d'activités

- maintien d'une base de données sur les ressources et la production des systèmes de recherche, de développement et d'innovation (RDI)
- production d'indicateurs standards et à façon, réalisation d'un rapport biennal "Indicateurs de sciences et de technologies" qui présente sur le plan régional, national, européen et mondial, un ensemble d'indicateurs sur la RDI
- travaux de recherche et développement sur les indicateurs et leurs usages pour l'analyse des politiques publiques de RDI

Axes de développement

- analyses thématiques et descriptions de positionnement scientifique des différents acteurs de la RDI
- analyses stratégiques de RDI à l'échelle territoriale (villes, régions françaises, régions européennes, pays...)
- analyse des participations aux PCRD

Principales coopérations internationales

- membre du réseau d'excellence européen PRIME (*Policies for Research and Innovation in the Move towards the European Research Area*, 1^{er} janvier 2004 jusqu'à décembre 2008) et du réseau consortium Erawatch pour la veille et l'analyse des politiques de recherche en Europe
- contribution régulière à des études européennes

Chiffres-clés

- le budget de l'OST, constitué par les contributions de ses membres, était en 2004 de 1,6 million d'euros
- L'équipe est constituée d'une vingtaine de personnes dont une douzaine de chargés d'études

Contact

- Pôle communication et partenariats

fax 01 45 48 63 94

communication@obs-ost.fr



**RÉSEAU NATIONAL DE TÉLÉCOMMUNICATIONS POUR
LA TECHNOLOGIE, L'ENSEIGNEMENT ET LA RECHERCHE
ENSAM – 151 Boulevard de l'Hôpital
75013 PARIS**

tél. 01 53 94 20 30 – fax 01 53 94 20 31 – www.renater.fr

Directeur : Dany Vandromme

Missions

● Le réseau RENATER assure une connectivité nationale et internationale à plus de 600 sites ayant leur activité dans les domaines de la recherche, de la technologie, l'éducation et la culture, en France métropolitaine et dans les Dom-Tom.

Le réseau RENATER est composé, d'une épine dorsale qui fédère les réseaux régionaux, développés avec le soutien des collectivités territoriales ainsi que des points de présence dans les Dom-Tom.

RENATER échange du trafic avec les réseaux nationaux de la recherche d'Europe, d'Amérique du Nord, d'Asie et de bien d'autres pays par l'intermédiaire du réseau multi-gigabits GEANT. Pour un trafic dit de commodité, le réseau est relié à l'Internet mondial par 2 accès en Gigabit de Paris et de Lyon vers les Etats-Unis.

● Par ailleurs, dans un souci de rationalisation du développement de l'Internet en France, le GIP RENATER opère un nœud d'échange appelé SFINX. Ce nœud optimise l'utilisation des liaisons internationales des opérateurs de télécommunication, prestataires de services Internet ou grands réseaux d'entreprise, qui y sont connectés et améliore de façon notable la qualité des trafics interopérateurs.

● La sécurité est au cœur du réseau RENATER, à la fois d'une façon technique et administrative. C'est pour cela que RENATER dispose de son propre CERT, cellule de vigilance et d'alerte, qui détecte tous les fonctionnements anormaux du réseau (virus informatiques, saturation de sites, denis de service, tentatives d'infraction, etc.).

Domaines d'activités

- maîtrise d'ouvrage du réseau national
- participation aux projets européens (GEANT, espace européen de la recherche et de l'éducation)
- maîtrise d'ouvrage du SFINX (nœud d'échange entre opérateurs)

Créé début 1993, Le Groupement d'intérêt public RENATER, maître d'ouvrage du Réseau national de télécommunications pour la Technologie, l'Enseignement et la Recherche, compte 8 organismes membres : les ministères en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche, le CNRS, le CEA, l'INRIA, le CNES, l'INRA, le CIRAD et l'INSERM.

- développement de service avancés
- accompagnement technologique
- participation aux instances internationales
- sécurités des réseaux

Principales coopérations internationales

Le GIP RENATER collabore et participe à des instances et groupes de travail nationaux et internationaux.

Le GIP RENATER est membre de TERENA (<http://www.terena.nl>) et de DANTE, organisation qui planifie, gère et crée des réseaux de recherche et d'éducation dans le monde entier (<http://www.dante.net>).

Quelques mots clés

- réseau maillé
- longueur d'onde
- IP version 6
- qualité de service
- multicast
- peering
- métrologie
- charte d'usage
- sécurité
- Internet

Chiffres-clés

- un budget de 24 millions d'euros
- 2 sites, Paris et Montpellier

Contact

● Responsable de la communication
Virginie Blanquart
Tel : 01 53 94 20 90 - fax : 01 53 94 20 31
virginie.blanquart@renater.fr

Ministère délégué à l'Enseignement supérieur
et à la Recherche
Département de la communication

1, rue Descartes
75231 Paris cédex 05

janvier 2006

www.recherche.gouv.fr